

Un plan interfédéral de lutte contre le racisme d'ici 2019

■ La violente agression d'une jeune femme musulmane rappelle l'urgence de combattre toute forme de racisme.

Andlerlues, une petite commune de la province du Hainaut, a été le théâtre de faits d'une violence extrême lundi soir. Une jeune femme musulmane de 19 ans a été agressée dans une ruelle non loin d'un centre sportif où le match Belgique - Japon avait été retransmis.

La jeune femme se déplaçait en vélo lorsqu'elle a été coincée par deux jeunes hommes, âgés d'une vingtaine d'années. Ils ont bloqué son vélo dans la rue du Château. Elle a réussi à s'échapper à pied, suivie par ses deux agresseurs. Ils ont proféré des insultes racistes à son encontre, la traitant de "sale Arabe" avant de la projeter au sol. Ils lui ont alors arraché son voile, ainsi que son haut et son soutien-gorge, mettant sa poitrine à nu. Les agresseurs ont utilisé un objet pointu pour la lacérer à hauteur du torse, du ventre, des jambes et du visage, au niveau des sourcils. Ils ont pris la fuite à l'arrivée d'une voiture, dont le conducteur a klaxonné. Elle a été secourue par des passants qui ont appelé les secours. "Des voisins l'ont réconfortée. Elle était traumatisée. Il était difficile de comprendre ce qu'elle disait", a expliqué une riveraine à la RTBF. La victime a passé la nuit à l'hôpital. Les deux agresseurs n'ont pas encore été retrouvés.

Deux procès-verbaux ont été dressés pour attentat à la pudeur et infractions aux lois réprimant le racisme. Le centre interfédéral Unia, compétent pour les questions de racisme et de discrimination, pourrait se porter partie civile selon l'évolution de l'enquête.

Une demande qui date de 2001

Cette agression rappelle l'urgence de se doter d'un plan interfédéral de lutte contre le racisme en Belgique. "C'est notre plus vieille revendication", confie Patrick Charlier, directeur d'Unia. En 2001, la Belgique s'engageait à mettre sur pied un Plan d'action national de lutte contre le racisme, dans la foulée

de la Conférence mondiale contre le racisme organisée à Durban.

"Il y a eu énormément de tentatives mais elles n'ont jamais abouti. Sous cette législature, Elke Sleurs (ex-secrétaire d'Etat à l'Egalité des Chances à qui Zuhail Demir a succédé, NdLR) avait commandité une étude sur la faisabilité d'un tel plan. Après sa publication, en 2016, on avait espéré qu'une dynamique allait se mettre en place", se remémore-t-il.

Au cabinet de Zuhail Demir (N-VA), on parle d'un plan interfédéral de lutte contre le racisme d'ici début 2019. "La priorité est d'établir un plan d'action pour le vivre-ensemble. On veut combattre toutes les formes de racisme et pas uniquement le racisme 'classique', par exemple d'un Blanc vers un Noir, mais aussi le racisme entre les différentes communautés", détaille Tiziana Rizzo, porte-parole de Zuhail Demir.

Le racisme est de plus en plus violent

Discrimination à l'embauche ou au logement, insultes, menaces, agressions... D'après les statistiques d'Unia, l'islamophobie n'est pas un phénomène en augmentation. En revanche, sa manifestation est de plus en plus violente. "Ce qui s'est passé lundi est un acte de terreur. Il rappelle l'urgence de faire de la lutte contre le racisme un enjeu national. S'en prendre à une musulmane, c'est s'en prendre à la société. Le respect est valable pour tout le monde. Et le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme et l'homophobie doivent être combattus par tous", répond-on au Collectif contre l'islamophobie en Belgique (CCIB), qui rappelle aussi l'urgence de la mise en œuvre d'un plan interfédéral.

Ce n'est pas la première fois qu'une jeune femme portant le voile est agressée cette année. En avril, une jeune fille de 16 ans, en voyage scolaire à Ostende, avait été traitée de "sale Marocaine" et attaquée par un homme. Selon plusieurs observateurs, ces faits gravissimes ne représentent que la partie immergée de l'iceberg. Selon une étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, le taux de rapportage de faits de discrimination par les personnes musulmanes en Belgique est un des plus faibles en Europe.

J. L et S. F.

319

Dossiers ouverts

En 2017, 319 dossiers liés aux convictions religieuses ont été ouverts par Unia. Une augmentation avait été constatée en 2016, après les attentats.